

Initiatives ministérielles

Monsieur le Président, pour résumer ce fatras d'absurdités, ils voudraient qu'on fasse croire aux Canadiens qu'une taxe de 13,5 p. 100 est préférable à une taxe de 7 p. 100. Il faut le faire. Ils veulent vous faire croire, monsieur le Président, que taxer les entreprises canadiennes plus lourdement que les industries étrangères, c'est bon pour la création d'emplois. Ils veulent nous faire avaler qu'en haussant le prix de nos produits, mais non celui des importations, nous favorisons la création d'emplois au Canada. C'est ça qu'ils veulent faire croire aux Canadiens. Ils auront fort à faire. En 1924, le Canada a été le premier pays à adopter une taxe sur les ventes des fabricants. Une foule d'autres lui ont emboîté le pas. Aujourd'hui, ils ont tous changé de système. Depuis 65 ans, nombre de pays nous ont imités; mais après avoir découvert les inconvénients de ce genre de taxe, ils l'ont tous abandonné.

• (1610)

Gouverner ne consiste certes pas à gagner des concours de popularité, mais à faire ce qui est juste, ce qui est raisonnable et conforme au bon sens, pour le bien de la population. Dans l'immédiat, les députés de l'opposition vont réussir à faire croire aux Canadiens que cette proposition est néfaste, et ils réussissent déjà. Avec le temps, les Canadiens vont découvrir que notre initiative a du bon, qu'elle est logique, sensée, bénéfique pour l'économie et le régime d'aide sociale. Quand ils en prendront conscience, ils se souviendront de ceux qui leur ont menti et ils leur réserveront le sort qu'ils méritent comme en novembre 1988.

M. Althouse: J'ai deux questions à poser au député qui a essayé de faire croire qu'il est le dépositaire de la vérité et que du côté de l'opposition nous mentons tous. Je veux soulever deux points. Je remarque que, dans les prévisions de 1984-1985 de son parti, le ministre des Finances qui lançait alors son programme d'impôts et de dépenses a déclaré que, si la politique financière libérale était maintenue, le déficit doublerait en cinq ans. Nous avons suivi plutôt la politique conservatrice tant pour les dépenses que pour la fiscalité, et le déficit a plus que doublé.

Voudrait-il nous dire ce qui s'est passé? Pourquoi accuser les libéraux et appliquer ensuite une politique plus coûteuse? Peut-il nous l'expliquer, puisqu'il est en veine de franchise?

Pendant qu'il y est, voudrait-il expliquer aux Canadiens qui connaissent déjà la réponse pourquoi il a tenté de les induire en erreur en fin de semaine au sujet des coûts de fonctionnement des Communes? Il a donné l'impression que la Chambre coûte 1 million par jour quand elle siège et il a faussement laissé entendre que les coûts seraient nuls si elle ne siégeait pas. J'ai fait des recherches. Je me souviens avoir noté que la Chambre n'a pas siégé du tout en février de l'année dernière. Elle a siégé pendant tout le mois de février l'année précédente. En fait, l'année où nous n'avons pas siégé a coûté substantiellement plus cher que les autres.

Le whip du gouvernement sait bien que les frais de fonctionnement de la Chambre des communes ne varient guère, que nous siégeons ou pas. C'est un coût fixe et on ne peut pas y changer grand-chose. Les cafétérias coûtent peut-être un peu moins cher quand nous ne siégeons pas, mais il n'y a pas non plus de revenus pour compenser. En fait, les coûts sont plus élevés lorsque nous ne siégeons pas. Pourquoi essaie-t-il de nous faire croire qu'en monopolisant le temps de la Chambre, nous lui coûtions un million de dollars par jour, lorsqu'il sait très bien que ce n'est pas le cas?

M. Hawkes: Monsieur le Président, lorsque le député aura l'occasion de consulter les «bleus», il sera un peu gêné car le déficit dépassait 38 milliards de dollars. . .

M. Althouse: Il était de 150 milliards.

M. Hawkes: Il parle non pas du déficit, mais de la dette accumulée depuis cinq ans. Ce n'est pas la même chose. C'est peut-être la façon d'agir des néo-démocrates. Ils emploient les termes qui s'appliquent à une réalité donnée pour décrire quelque chose d'autre. Ainsi, nous sommes censés comprendre que, lorsqu'ils mentionnent le déficit, ils veulent dire les soins de santé ou les pensions. Comment pouvons-nous savoir? Devons-nous les écouter ou non?

M. Althouse: Les chiffres sont 150 et 350 milliards.

M. Hawkes: Il parle maintenant de la dette accumulée. Je voudrais d'abord faire une mise au point à propos du déficit, monsieur le Président. Compte tenu de l'inflation, de l'accroissement de la population et de divers autres facteurs, le déficit a baissé du quart depuis notre